



DED/VOUMA/MRO 31.08.2023 – 500.0 ASU

Paraguay

Situation économique et aperçu des relations économiques bilatérales

Résumé

Le Paraguay bénéficie d'une **gestion macroéconomique** prudente, d'une **main-d'œuvre** bon marché et motivé, de prix très bas pour l'**énergie durable**, d'**incitations attrayantes** pour les investisseurs et d'une **faible fiscalité**. L'économie paraguayenne a été **dynamique** dans les années précédant la pandémie, avec une **croissance moyenne** de **4,8 %** par an entre 2013 et 2018, supérieure à la moyenne sud-américaine (0,27 %). Entre 2019 et 2022, l'économie a ralenti, avec une croissance moyenne de seulement 0,7% par an et une croissance de 0,1% en 2022. Le **stock des investissements directs étrangers** (IDE) au Paraguay s'élevaient fin 2021 à **USD 7 milliards**, en **légère augmentation** (+5.03 %) par rapport à 2020. Les **investissements étrangers** peuvent être très lucratifs, mais ils sont également risqués en raison de l'**insécurité juridique** persistante, du **manque d'infrastructures**, de la **lenteur des procédures bureaucratiques** et du **faible niveau d'éducation**. En outre, la **corruption** et le manque de transparence constituent un problème majeur. Environ deux tiers de la main-d'œuvre sont toujours employés dans le **secteur informel**.

Pour relever ces défis, le **nouveau président Santiago Peña**, qui a pris le pouvoir le 15 août, a présenté son programme économique, axé sur la croissance, la compétitivité et la réduction de la pauvreté. Il veut faire de ce programme un succès avec les efforts très ambitieux de créer 500.000 nouveaux emplois, d'investir 2 milliards de dollars dans les infrastructures et de réduire la pauvreté de 5% d'ici 2028. Le gouvernement a annoncé qu'il n'augmenterait pas les impôts, qui consistent en un taux forfaitaire de 10% et sont prélevés de manière peu efficace. Il prévoit au contraire de les réduire davantage. Le Paraguay **reste l'un des pays les plus pauvres et les plus inégalitaires** d'Amérique du Sud.

Le volume du **commerce bilatéral de marchandises entre la Suisse et le Paraguay** s'est élevée en 2022 à **CHF 56 millions**. La Suisse a exporté pour CHF 32.5 millions vers le Paraguay : produits **pharmaceutiques** (26%), **machines électriques** (15.1%), **produits chimique** (12.9%), **horlogeries** (11.2%) et machines non-électriques (6.9%). Les **importations** provenant du Paraguay s'élèvent elles à CHF 23 millions et sont composées surtout de **produits agricoles (91.7%)**. **La Suisse est le 10ème plus grand investisseur** étranger au Paraguay, avec un stock de \$ 230 millions en 2021 (3.26% du stock total).

1. Situation économique et politique économique

1.1 Situation économique

1.1.1 Cadre macroéconomique

Avec une économie d'env. USD 41 milliards pour 6.78 millions d'habitants, le **PIB par habitant** s'élève à USD 5'567.--, bien **en dessous de la moyenne régionale**. L'**inégalité** est en effet élevée au Paraguay. Le taux de la population vivant **sous la ligne de pauvreté** s'élevait à **26.9%** en 2020 (2010 : 39%). Selon le World Inequality Report les 10% les plus riches possèdent 53% du revenu national et 62% du capital. Les **terres** sont elles aussi **concentrées dans les mains d'un petit nombre de grandes familles** de propriétaires. Le pays possède toutefois d'**importantes ressources naturelles** et un sol fertile. Son économie repose ainsi sur l'**agriculture** (principalement la culture du **soja**), la

production de **viande** et **d'énergie hydroélectrique**. Le secteur primaire représente environ 18% (12.5% : agriculture) de l'économie et constitue un **véritable moteur**.

L'économie paraguayenne a fait preuve de **dynamisme** au cours des **années précédant la pandémie**, avec une **croissance annuelle moyenne de 4.8%** entre 2013 et 2018, ce qui s'avère supérieure à la moyenne pour l'Amérique du Sud (0.27%). Entre 2019 et 2022, l'économie a ensuite subi un ralentissement avec une croissance moyenne de seulement 0.7% par an et une croissance de 0.1% en 2022. Le **Paraguay a toutefois fait preuve d'une grande résilience** au cours de ces 4 dernières années, face aux divers **chocs** causés notamment par la **pandémie**, une **sécheresse** intense en 2021 et en 2022, la **mauvaise performance économique de ses voisins** brésiliens et argentins, ainsi que le **retour des pressions inflationnistes à l'échelle mondiale**. La sécheresse a en effet fortement impacté la production du secteur agricole, débouchant sur une baisse substantielle de la production et des exportations. Par ailleurs, la **politique fiscale restrictive** poursuivie par le gouvernement a mené à une **réduction des investissements publics**, causant un **resserrement du secteur de la construction** au cours de l'année. Les deux derniers trimestres de l'année 2022 ainsi que le premier trimestre de l'année 2023 (+5.2% par rapport à 2022 Q1) ont fait preuve de plus de dynamisme, de par la **récupération du secteur agricole** et les **résultats positifs de la production hydro-électrique** (+19.1% 2022 Q4). **L'augmentation des exportations nettes** (+7.2 % 2022 Q4) contribue également à un optimisme quant aux prévisions conjoncturelles, qui **anticipent une croissance réelle de 4.5%** pour 2023 et donc un retour à la stabilité macro-économique et la croissance. Le Paraguay reste cependant **dépendant des caprices de la nature, de la volatilité des prix des matières premières** (actuellement en hausse) et de **ses grandes économies voisines** (Argentine et Brésil). L'inflation a atteint 8.1% en 2022 à la suite des pressions inflationnistes mondiales et de l'augmentation du prix des importations. Le Paraguay a toutefois **démonstré sa capacité à maîtriser l'inflation**, avec une moyenne d'inflation de 2.7% entre 2018 et 2020. Le FMI prédit également une baisse de l'inflation à 4.5% en 2023, en accord avec la politique monétaire restrictive de la Banque centrale du Paraguay. Selon les données de la Banque mondiale, **le chômage a continué sa tendance à la baisse** en 2022 pour s'établir à 6.8% (2021 : 7.3%). **Environ deux-tiers de la main d'œuvre est toujours active dans le secteur informel**, et donc en dehors de tout cadre réglementaire étatique.

1.1.2 Commerce

Selon l'OMC, les **exportations** paraguayennes sont principalement composées de graines de **soja** (28.2%), **d'énergie électrique** (15.4%), **de viande bovine** (14.8%) et de produits dérivés du soja (7.2%) ainsi que d'huile de soja (5.9%). Les **exportations de produits agricoles** (soja et viande inclus) **représentent 55% des exportations totales**. Les principales **importations** sont composées avant tout de **pétrole** (11.9%), de **produits TIC** tels qu'ordinateurs et téléphones portables (8.6%), de véhicules (3.4%), d'insecticides (2.6%) et d'engrais (2.5%). En 2021, les principaux **destinataires des exportations** du Paraguay étaient le **Brésil** (33.6%), **l'Argentine** (25%), le Chili (9.5%), la Russie (7.2%) et l'Union Européenne (4.8%). Les **importations**, quant à elles, **provenaient** principalement de **Chine** (30%) bien que le Paraguay soit encore l'un des seuls pays à entretenir des relations diplomatiques étroites avec Taiwan. Suivaient le **Brésil** (23.7%), l'Argentine (9.5%), l'UE (7.4%) et les USA (7.1%). Le déficit de la **balance commerciale s'est encore creusé** davantage afin d'atteindre USD -5.9 milliards en 2022, ce qui représente presque le double de l'année précédente. Cette détérioration de la balance commerciale de marchandises s'explique par la **chute des exportations**, elle-même conséquence de la sécheresse, ainsi que par **l'augmentation du volume et du prix des principales importations du Paraguay** (carburants, engrais). Pour 2023, le FMI prévoit une **reprise des exportations agricoles**, qui **dépendra** aussi de l'évolution du **prix du soja sur les marchés internationaux**.

1.1.3 Investissement

Le **stock des investissements directs étrangers (IDE)** au Paraguay s'élevaient fin 2021 à **USD 7 milliards**, en **légère augmentation** (+5.03 %) par rapport à 2020. L'année 2021 a connu une entrée nette d'IDE de USD 192 millions. Les **principaux pays investisseurs** sont le **Brésil** (12.8% du stock total), les **États-Unis** (12.7%), les **Pays-Bas** (11%), l'Espagne (8.4%) et le Chili (7.6%). Le stock d'IDE est principalement investi dans les activités économiques suivantes : **commerce** (16.4%), **intermédiation financière** (16.3%), **élaboration d'huiles** (11.7%), transports (8.1%) et agriculture (6.3%). **Les flux d'IED en direction du Paraguay restent faibles en comparaison régionale**.

1.2 Politique économique

Le gouvernement de Mario **Abdo Benítez** a poursuivi avec la **politique macro-économique disciplinée** et cohérente qui caractérise désormais le Paraguay. Cette discipline macro-économique est à la **base de solides résultats économiques, favorise la croissance** et une **faible inflation**, tout en garantissant **l'accès au financement externe à un coût modéré**. Bien que les principales agences de notation qualifient la dette souveraine du Paraguay comme spéculative (**BB+**) elle obtient une **meilleure classification que le Brésil**. **L'absence de grande volatilité dans le taux de change** du guarani paraguayen reflète également une certaine confiance dans les fondements macro-économiques du pays. La **dette publique**, qui avait augmenté lors de la pandémie à la suite des

mesures de soutien mises en place par le gouvernement, est **passée de 40.8% du PIB en 2022 à 39.6% du PIB à la fin avril 2023**. Le gouvernement est en effet lié par une **loi** de responsabilité fiscale, qui **l'oblige** désormais à **mener une politique budgétaire restrictive** afin de réduire le déficit fiscal et la dette publique. Afin de renforcer encore plus la crédibilité de sa politique macroéconomique ainsi que sa responsabilité fiscale, le Paraguay s'est lancé dans un **programme volontaire** de 2 ans (Policy Coordination Instrument) **avec le FMI** en novembre 2022. Celui-ci soutient également des **réformes structurelles** afin de renforcer la productivité de l'économie tout en visant à **améliorer la protection sociale** et **l'inclusion des travailleurs informels**. Parmi ces **réformes**, l'on peut mentionner **l'adoption d'une nouvelle loi sur les marchés publics**, qui instaure davantage de centralisation et de transparence ainsi que des réformes visant à **améliorer l'efficacité du secteur public**, notamment la **réforme du système des retraites des fonctionnaires** (Caja Fiscal) afin de mettre fin à des pertes inquiétantes. **L'augmentation des revenus fiscaux s'avèrera aussi cruciale** afin **d'assurer les investissements nécessaires dans les infrastructures, la santé et l'éducation**. A ce titre, le gouvernement a fait des efforts significatifs dans le **développement de programmes sociaux** (comme son programme de transfert conditionnel d'espèces « Tekoporã »), mais il **reste beaucoup de barrières**, notamment le **haut degré d'informalité de l'économie**.

1.2.1 Programme économique de la nouvelle administration

La nouvelle administration de Santiago **Peña**, qui est entrée en fonction le 15 août, s'inscrira dans la **continuité de ces politiques économiques disciplinées**, cherchant à **attirer l'investissement privé**. Le **programme économique** du nouveau gouvernement paraguayen de Santiago Peña est **axé** sur la **croissance**, la **compétitivité** et la **réduction de la pauvreté**. Il s'articule autour des axes suivants :

- **Création d'emplois et développement du secteur privé**: Le gouvernement Peña a promis de créer 500'000 emplois d'ici 2028. Il entend stimuler le secteur privé en réduisant les impôts et en simplifiant les réglementations.
- **Investissements dans les infrastructures**: Le gouvernement prévoit d'investir USD 2 milliards (5% du PIB) dans les infrastructures, notamment la santé publique, les routes, les ports et l'énergie. Ces investissements devraient améliorer la compétitivité de l'économie paraguayenne et créer des emplois.
- **Réduction de la pauvreté**: Le gouvernement Peña a promis de réduire la pauvreté de 5 points de pourcentage d'ici 2028. Il entend le faire en investissant dans l'éducation, la santé et la protection sociale.

Peña veut réussir ce programme ambitieux avec une **réduction d'impôts sur le revenu des sociétés** et pour les **personnes physiques**. Il veut mettre en œuvre une **simplification des réglementations pour les entreprises** et une **augmentation des dépenses** en éducation, en santé et en **protection sociale**. Cependant, il n'a **pas encore présenté de programme clair et transparent** sur la manière dont il **financera l'augmentation des dépenses**.

1.2.2 Diversification économique

Par ailleurs, le Paraguay cherche également à **diversifier** ses **exportations** afin d'être moins dépendant des prix des matières premières sur les marchés internationaux. Les statistiques démontrent en effet une **augmentation graduelle de la part des produits manufacturés d'origine industrielle** (et non d'origine agricole) dans les exportations paraguayennes, passant de 11.2% des exportations totales en 2020 à 15.5% en 2022. Cette hausse s'explique avant tout par la **croissance graduelle du secteur des maquilas**. Celles-ci sont des **usines produisant à bas coût des produits d'exportations en bénéficiant d'un régime spécifique** ainsi que **d'exemptions fiscales et douanières**.

La **concrétisation** du **corridor** routier **bi-océanique**, reliant le port de Santos (au Brésil) avec les ports chiliens d'Antofagasta et d'Iquique en passant par le Chaco paraguayen est annoncée pour 2025/2026 et **pourrait modifier la position économique** du pays. Comme alternative alléchante au canal de Panama, ce grand projet d'infrastructure **permettra d'économiser 14 jours de transports maritimes et USD 1'000 par containers**. Le gouvernement paraguayen a déployé des efforts importants afin de réaliser les investissements nécessaires sur son territoire, **construisant des infrastructures routières auparavant inexistantes ou défaillantes**, avec l'espoir d'amener de nouvelles opportunités économiques dans de vastes espaces isolés.

1.2.3 Défis économiques

De plus, les **conditions de la vente de l'énergie hydroélectrique du barrage d'Itaipú seront renégociées avec le Brésil** au cours du deuxième semestre 2023. Itaipú fournit près de 90% de l'électricité consommée par le Paraguay en 2022. Néanmoins, **Asunción consomme seulement autour de 20% de l'énergie produite par le barrage, alors que 50% lui reviennent de droit**. Il s'agit donc d'assurer que le Paraguay puisse vendre son excédent hydro-électrique à des entreprises privées ou à des pays tiers. **Sur la base de l'annexe C du Traité d'Itaipú, le Paraguay est actuellement de facto forcé de vendre cet excédent au Brésil à un prix inférieur au marché**. La position de négociation du Paraguay s'avère toutefois être **défavorable**, notamment car le pays n'a pas réellement

agrandi son réseau électrique avec des lignes à hautes tensions qui lui permettrait de servir des marchés alternatifs.

Ne jouissant pas d'un accès maritime direct, le Paraguay s'engage activement en faveur de **l'intégration économique régionale**. Membre du Mercosur, Asunción cherche à ouvrir de **nouveaux marchés** pour ses exportations primaires mais surtout à **attirer des investissements étrangers**. Asunción est **favorable à la conclusion de nouveaux accords de libre-échange** entre le Mercosur et des pays tiers, **sans toutefois remettre l'unité du bloc en question, à la différence de l'Uruguay**. Certaines **frictions** ont émergé récemment **avec l'Argentine**, à la suite du **prélèvement unilatéral d'une taxe de péage sur le fleuve Paraná**, par où **transite plus de 90% du commerce extérieur** paraguayen.

2. Secteurs prioritaires et opportunités pour les entreprises suisses

En 2021, les **flux d'investissements directs étrangers** étaient avant tout destinés aux activités suivantes : **commerce, production de viande, communications, produits métalliques et production de textiles**. Les secteurs suivants présentent des opportunités pour les entreprises suisses, bien que les défis restent nombreux :

- **Agro-industrie** : **l'agriculture** est le pilier de l'économie paraguayenne, grande productrice de soja, de maïs, de viande et aussi de coton. Ce secteur **offre des opportunités** dans le domaine des **agro-technologies** et des **biotechnologies**.
- **Opérations d'assemblage ou de distribution** : bien que ce **secteur soit encore limité**, les **coûts des facteurs de productions** sont **les plus bas de la région**. De plus, le régime des « **maquilas** » offre des **incitations fiscales et douanières** intéressantes en ne définissant **presque aucune restriction sur les types de produits** qui peuvent y être fabriqués.
- **Centre de services pour entreprises** : une **main d'œuvre bon marché** ainsi qu'une **charge fiscale minimale** et des **coûts énergétiques très faibles** permettent d'installer de tels centres de services. La grande quantité d'électricité hydraulique bon marché offre aussi des opportunités pour différents **services liés au cloud**.
- **Infrastructures** : le Paraguay souffre d'un **sous-développement en termes d'infrastructures**. Les **investissements publics** visant à construire des routes ainsi que des lignes de transmissions et de distribution électrique, des centrales solaires, des stations de traitement des eaux, et des infrastructures numériques sont **nombreuses**. Ces projets offrent des opportunités pour la vente de différents services ou équipements et matériaux qui ne sont pas disponibles localement. Le gouvernement a également présenté en 2022 une **stratégie de mobilité électrique** avec des objectifs ambitieux d'ici 2030.

3. Relations économiques bilatérales

Commerce de marchandises

Le **commerce bilatéral de marchandises** est stable bien que peu intense. En 2022, le **volume** du commerce bilatéral s'est élevée à **CHF 56 millions** contre CHF 38 millions en 2021. Cette **augmentation** de +45% s'explique par la **hausse de la valeur des exportations suisses** vers le Paraguay (+71%) qui ont en fait **diminué légèrement en terme de quantités réelles**. Bien que l'on puisse observer une augmentation du **commerce en terme nominal (+81%)** sur la décennie entre 2012 (CHF 31 millions) et 2022 (CHF 56 millions), le **volume réel échangé stagne** en fait plus ou moins au même niveau. En 2022 la Suisse a exporté pour CHF 32.5 millions vers le Paraguay : produits **pharmaceutiques** (26%), **machines électriques** (15.1%), **produits chimique** (12.9%), **horlogeries** (11.2%) et machines non-électriques (6.9%). Les **importations** provenant du Paraguay s'élevaient elles à CHF 23 millions et sont composées de **produits agricoles (91.7%)** et de produits de beauté et de lessive (6.9%).

Une **Chambre de Commerce** a vu le jour en 2017 et s'engage activement en faveur de la **promotion du commerce bilatéral**. La conclusion de **l'accord EFTA-Mercosur** contribuerait sûrement à **dynamiser** le commerce bilatéral.

3.1 Investissements directs

La Suisse est le 10ème plus grand investisseur étranger au Paraguay, avec un stock de \$ 230 millions en 2021 (3.26% du stock total). Le stock d'investissements directs originaires de Suisse a également atteint un record historique en 2021. Sur la décennie 2011 – 2021, le **stock suisse d'investissements directs a augmenté de 155%**. Les données ne décomposent pas les investissements directs suisses par activité économique. **Peu d'entreprises suisses ont réalisé des investissements au Paraguay**. En Février 2019, **Nestlé** a inauguré son **centre de services LATAM** à Asunción. Ce dernier fournit désormais des **services de soutien** dans les domaines **des ressources humaines**, de la **comptabilité**, et des **finances** aux autres succursales de Nestlé en Amérique Latine. Le **choix** de la multinationale suisse s'est porté sur le Paraguay du fait de la disponibilité d'une **main d'œuvre jeune, assez qualifiée et bon marché**, en plus d'une **législation du travail favorable**. Cet

investissement de \$ 2.2 millions a débouché sur la création de **200 nouveaux emplois**. D'autres entreprises suisses sont présentes sur place, notamment **MSC** dans le secteur de la logistique (transport fluvial et intermodal) et **Syngenta** dans l'agrochimie. Cette dernière a **racheté la plus grande compagnie d'agrochimie du Paraguay** (Nidera Seeds) en 2018. Enfin, **Glencore** a investi \$ 20 millions en 2010 dans la **construction d'une usine de manganèse de fer**.

La Suisse et le Paraguay ont conclu un **accord bilatéral de protection des investissements en 1992**.

3.2 Défis des entreprises suisses

3.3.1 Dette de l'État et retards de paiement dans les secteurs de la construction et de la santé :

L'assurance suisse contre les risques à l'exportation (**SERV**) a fait face à **plusieurs demandes d'indemnisation** de la part du groupe suisse Ammann Schweiz AG, suite à plusieurs exportations au Paraguay. SERV s'est montrée plutôt **surprise** par cette situation, dès lors que la **notation souveraine du Paraguay (BB+)** est relativement bonne. Ces demandes d'indemnisation sont la conséquence des **difficultés de paiements** subies par divers débiteurs paraguayens du groupe Ammann actifs dans la construction d'infrastructures publiques routières, souvent avec le gouvernement paraguayen comme unique client. Il s'avère en fait que de **nombreuses créances** dues à des fournisseurs du Ministère des travaux publics (MOPC) **n'ont pas été enregistrées** de manière régulière auprès du Ministère des finances, qui s'occupe en pratique du paiement de ces créances. Une liste a dès lors été établie par le Ministère des finances afin de régulariser ces créances en arriéré de paiement, avec un montant total de \$ 290 millions à la fin 2022. \$110 millions ont été payé à la fin du premier trimestre 2023. La **loi sur la responsabilité fiscale** fait cependant **figure d'obstacle** dans ce cas puisqu'elle **fixe de strictes limites à l'augmentation des dépenses publiques, empêchant une résolution rapide** et définitive de ces arriérés de paiements du MOPC, au dépend du groupe Ammann et, in fine, de SERV.

Roche est confrontée au même défi dans le secteur de la santé. En 2022, la **dette du ministère de la santé publique et de la protection sociale ("MSP")** et de l'Institut des pensions sociales ("IPS") envers les fournisseurs de médicaments et de produits médicaux dépassait 450 millions de dollars.

Bien qu'un plan de paiement ait été mis en place pour le MSP, à la fin de l'année 2022, la dette de l'IPS s'élevait toujours à environ 240 millions de dollars, et les retards de paiement augmentaient. Ce manque de paiement a conduit les fournisseurs à communiquer la possible suspension de la fourniture de médicaments jusqu'à ce que les paiements soient régularisés. Face à cette situation, le Congrès a autorisé l'IPS à s'endetter, en l'autorisant à demander des lignes de crédit à moyen et long terme auprès d'institutions financières nationales ou internationales, pour faire face à ses obligations en cours.

Bien que la dette soit en cours de réduction, une partie de celle-ci et **des retards de paiement persistent**. Si la situation qui a conduit à la défaillance de l'année dernière se répète, on s'attend à ce que plusieurs fournisseurs ne soient pas en mesure de maintenir leur situation financière et que les livraisons continuent ainsi que les investissements des entreprises internationales soient interrompus ou limités. Dans le cas du distributeur de Roche (Casa Boller), qui est l'un des principaux fournisseurs d'IPS, l'impact et l'inquiétude sont majeurs et peuvent également avoir un impact sur l'investissement de Roche dans le pays. L'une des mesures à prendre pour améliorer cette situation est que l'État mette en place un système de garanties de paiement pour ses fournisseurs.

3.3.2 Réglementation éventuelle des prix dans le secteur pharmaceutique :

Au cours de la dernière administration gouvernementale, des débats (et même des progrès au niveau du Congrès) ont eu lieu sur la possibilité que la Direction nationale de la surveillance de la santé (DINAVISA) prenne des mesures pour contrôler et réglementer les prix des produits pharmaceutiques. Bien que cela n'ait pas abouti, Roche est préoccupé par le fait que cette initiative pourrait se concrétiser au cours de cette période, car elle impliquerait un changement des règles au niveau institutionnel, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur les investissements de produits innovants sur le marché paraguayen. Il y a quelques semaines, la question a été soulevée à nouveau au Congrès et la Chambre des représentants a approuvé un projet de déclaration exhortant le MSP à procéder au contrôle des prix des médicaments. Le sénateur Gustavo Leite (du parti gouvernemental) a exprimé son soutien à l'idée de légiférer sur le contrôle des prix de divers produits, y compris les médicaments et les produits médicaux.

3.3.3 Autres défis de nature plus générale :

- **Faible sécurité juridique** pour opérer commercialement (sur ce point, Nestlé Paraguay a actuellement un problème juridique ouvert qui n'a pas été résolu).
- **L'informalité** : qui génère des impacts significatifs sur la performance des entreprises. Exemple : la contrebande ou l'économie informelle (selon des études, elle représente plus de 40% du PIB du Paraguay). Les entreprises touchées par ce fléau rapportent que leurs ventes ont chuté de 30 à 40% cette année, alors que la dévaluation du peso argentin génère

une différence de prix très attractive pour les pays limitrophes de ce pays. La réalité n'est pas très différente à la frontière avec le Brésil.

- **Continuité des règles du jeu ou des conditions établies au moment de l'investissement** : Le nouveau centre de services de Nestlé, NBS, a été surpris par un changement d'un règlement de fiscalité en moins de 5 ans après l'investissement.
- **Faible accès au crédit à des taux d'intérêt compétitifs** : Prépondérance des taux d'intérêt pour les secteurs commerciaux, mais pas pour les secteurs industriels (pas d'options inférieures à 10 % ; pour les PME jusqu'à 30%).

- - -

I. Principales données économiques

Principales données économiques	2018	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*
PIB (USD mrd.)	40.2	37.9	35.4	40.0	41.3	42.8	45.3
PIB/habitant (USD milliers)	5.7	5.3	4.9	5.4	5.6	5.8	6.1
Croissance réelle PIB (%)	3.2	-0.4	-0.8	4.0	0.1	4.5	3.5
Taux d'inflation annuel	3.2	2.8	2.2	6.8	8.1	4.5	4.0
Chômage (%)	6.2	6.6	7.5	7.3	6.8	6.4	6.1
Solde publique (% du PIB)	-1.5	-3.7	-7.2	-6.1	-4.5	-3.3	-2.3
Dette publique (% du PIB)	22.3	25.8	36.9	37.5	40.8	39.6	39.1
Compte courant (% du PIB)	-0.2	0.4	3.6	-0.8	-6.4	0.2	-0.3
Exportations de marchandises (USD mio.)	9'048	7'968	8'518	10'547	9'957	5'874	-
Importations de marchandises (USD mio.)	13'334	12'544	10'217	13'560	15'853	7'259	-
Balance commerciale (USD mio.)	-4'286	-4'576	-1'699	-3'013	-5'896	-1'385	-

Sources: IMF, World Bank, WTO, Banco Central Paraguay (BCP)

2023* et 2024*) prévisions FMI et World Bank

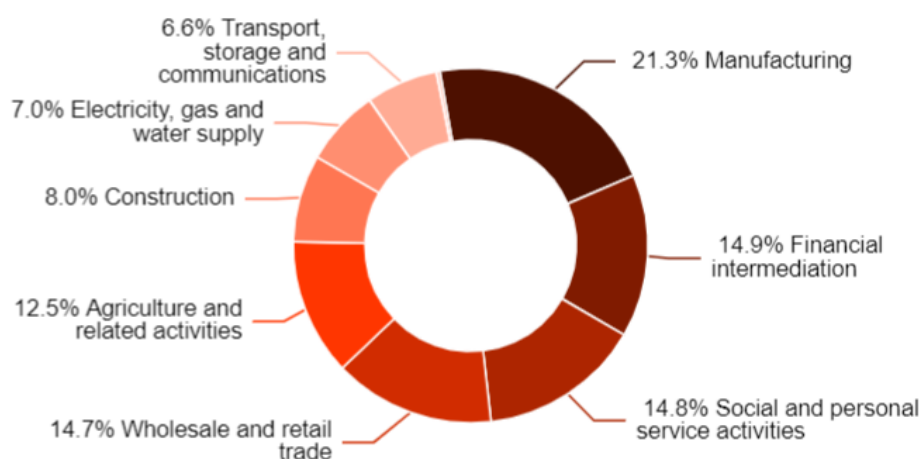
2023* et 2024*) exportations et importations janvier-juin 2023 BCP

II. Valeur ajoutée du PIB par activité économique

Total value added of GDP by economic activity at current prices

(Percentage)

2022



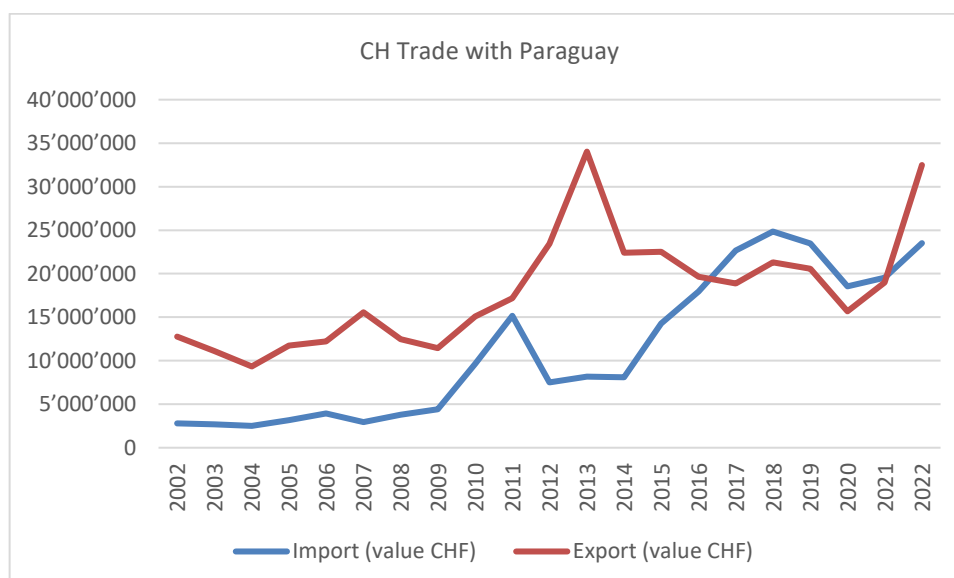
Source : CEPAL <https://statistics.cepal.org/portal/cepalstat/national-profile.html?theme=2&country=pry&lang=en>

III. Principaux pays investisseurs au Paraguay (investissements directs)

	Stock IDE (USD mio.)	Part (%)
1. Brésil	904	12.83
2. États-Unis	892	12.66
3. Pays-Bas	779	11.06
4. Espagne	589	8.36
5. Chili	536	7.61
6. Uruguay	491	6.97
7. Îles Vierges Britanniques	383	5.44
8. Argentine	279	3.96
9. Mexique	239	3.34
10. Suisse	230	3.26
(1). UE	1955	27.75
TOTAL	7045	100

Source: IMF, BCP

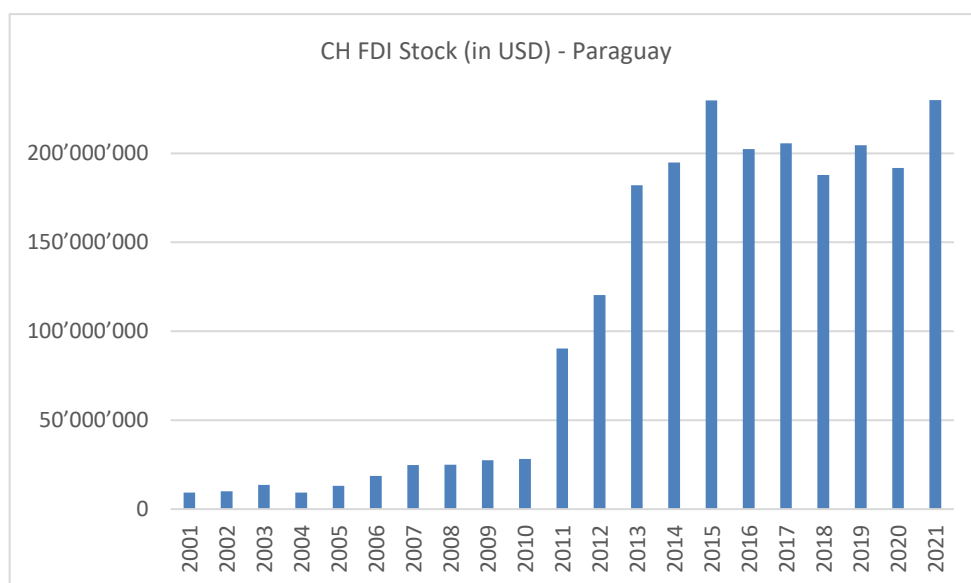
IV. Commerce bilatéral Suisse – Paraguay (en CHF)



Valeur en CHF des exportations suisses à destination du Paraguay et des importations suisses en provenance du Paraguay (Total général).

Source: Swiss-Impex (OFDF) <https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/>

V. Stock d'investissements directs suisses au Paraguay (en USD)



Source : Informe de Inversión Extranjera